



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture



Objectifs de  
développement  
durable

TRAVAIL DÉCENT  
ET CROISSANCE  
ÉCONOMIQUE



BETTER POLICIES FOR BETTER LIVES

République du Sénégal



Un Peuple – Un But – Une Foi

Ministère de l'Enseignement  
supérieur et de la Recherche

**CONSULTATION REGIONALE SUR LA  
MOBILISATION DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS POUR LA PROMOTION DES SCIENCES,  
DES TECHNOLOGIES ET DE L'INNOVATION**

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

L'UNESCO Dakar co-organisera, les 24 et 25 octobre 2016, une consultation régionale de haut niveau pour réfléchir sur comment les investissements directs étrangers (IDE) peuvent appuyer l'accumulation des capacités de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) dans les pays francophones de la CEDEAO et dans les régions de la CEEAC. La consultation est organisée conjointement avec les bureaux de Yaoundé, l'OCDE et le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du Sénégal.

La réunion impliquera les Ministres de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Congo Brazzaville, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo; le Ministre de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MINRESI) du Cameroun, le Ministre de l'Energie, des Mines et des Carrières du Burkina Faso, le Ministre des Mines du Mali, les Ministres des Mines et de l'Industrie du Niger et du Sénégal, le Ministre du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé du Niger, le Ministre du Commerce, du Secteur Informel, de la Consommation et de la Promotion de produits locaux et des PME du Sénégal, le Ministre du Développement Industriel du Mali et les experts de la République du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, du Congo Brazzaville, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo. Au total, 82 participants sont attendus, parmi lesquels 17 ministres.

Dans l'Afrique sub-saharienne, l'un des principaux défis des investissements directs étrangers est le manque de capacités adéquates pour utiliser efficacement ces investissements circulant dans les pays et la nécessité de créer des mesures politiques sur les STI qui incluent des éléments de technologie.

Plusieurs études ont montré que les capacités des sciences et de la technologie (S&T) sont étroitement liées aux variations des pays en productivité. Des pays avec une plus grande capacité en S&T ont généralement tendance à être plus prospères et plus industrialisés. Il faut donc réexaminer la question du renforcement des capacités nécessaires en matière de STI, et utiles pour encourager le développement des connaissances et des compétences au niveau local.

La retombée potentielle des investissements directs étrangers - le gain de productivité résultant de la diffusion de la connaissance et de la technologie des investisseurs étrangers pour les entreprises locales et les travailleurs- est peut-être la contribution la plus précieuse pour une croissance à long terme et pour le développement. Plusieurs facteurs, allant du capital physique et humain adéquats pour le développement des petites et moyennes entreprises, la concurrence, les investissements et les politiques commerciales, peuvent influencer cette capacité.

Des approches intégrées et ciblées pourraient donc être nécessaires pour tirer le meilleur des capacités des investissements directs étrangers pour générer les retombées du savoir.

L'agenda de la première journée, le 24 octobre, abordera des questions liées aux instruments de politique pour améliorer les retombées du savoir des investissements directs étrangers, les mesures

des retombées des investissements directs étrangers et la compréhension de la relation entre le développement des capacités et l'innovation.

Pendant la deuxième journée, le 25 octobre 2016, les ministres présents organiseront une table ronde en échangeant leurs points de vue sur « Comment les investissements directs étrangers peuvent être utiles pour le transfert de la technologie et de l'innovation » dans les différents pays.

Les objectifs de la réunion consultative des experts et ministres sont triples : sensibiliser les décideurs de haut niveau sur comment les investissements directs étrangers peuvent être guidés à travers des politiques pour donner des contributions au développement économique en terme d'accumulation de capital, d'emploi, et de changes ; assister les planificateurs et les créateurs des politiques à aligner l'appel des dirigeants africains à propulser le développement rapide comme inscrit dans l'Agenda de l'Union Africaine 2063 ; soutenir la réalisation de l'Agenda 2030, objectif 8, qui demande aux nations de « promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous ».

Pendant les deux jours, l'OCDE, l'UNESCO et l'observatoire Africain des Sciences, Technologie et Innovation (AOSTI) fourniront les présentations clés pour guider les discussions des experts et des ministres.

À la fin des deux jours, les experts et les ministres produiront des recommandations sur comment mettre à jour les objectifs de la réunion, c'est-à-dire, l'accumulation du capital humain à travers les afflux des investissements directs étrangers. Les politiques nationales STI et ses instruments seront directement concernés par ces recommandations.

Pour avoir plus d'information sur comment l'UNESCO appuie les états membres à développer des politiques STI solide et réactives :

<http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/science-technology/sti-policy/>

Pour plus d'informations sur l'événement, veuillez contacter le service communication de l'UNESCO (**Gaia Paradiso** [g.paradiso@unesco.org](mailto:g.paradiso@unesco.org)) ou du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du Sénégal (Mme SECK [srsissokho@gmail.com](mailto:srsissokho@gmail.com)).